



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

# STRATEGIE D'ENDETTEMENT DE L'ÉTAT

*(Annexe à la loi de finances de l'année 2018)*

*Décembre 2017*

# **SOMMAIRE**

INTRODUCTION .....	4
I. OBJECTIFS ET PORTEE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT .....	5
II. INDICATEURS DE COUT ET RISQUE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE EXISTANTE A FIN DECEMBRE 2016 ET PROJETE A FIN DECEMBRE 2017 .....	5
III. SOURCES DE FINANCEMENT.....	9
A- SOURCES EXTERIEURES.....	9
B- SOURCES INTERIEURES.....	9
IV. ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE DE GESTION DE LA DETTE EN 2018.....	9
V. CONDITIONS DE MARCHE.....	10
VI. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT A MOYEN TERME AU COURS DE L'ANNEE 2018 .....	11
VII. CIBLES POTENTIELS DES INDICATEURS DE COÛT ET RISQUE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2018 .....	11
VIII. ACTIONS DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT .....	12
IX. PLAFOND D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR 2018.....	12
A. JUSTIFICATION DE L'EMPRUNT.....	12
B. PLAFOND D'ENDETTEMENT PUBLIC .....	13
C. TIRAGES PRÉVUS SUR FINANCEMENTS EXTÉRIEURS ET INTÉRIEURS EN 2018 .....	14
X. PERSPECTIVES DE VIABILITÉ DE LA DETTE PUBLIQUE .....	15
CONCLUSION .....	18

# **LISTE DES FIGURES, TABLEAUX ET ANNEXES**

## **→ Figures**

Figure 1: Décomposition de l'encours de la dette extérieure par catégorie de créancier et par devise au 31 décembre 2017.....	7
Figure 2: Décomposition de l'encours de la dette intérieure par instrument au 31 décembre 2017.....	8
Figure 3: Profil de remboursement du portefeuille de la dette publique projeté à fin décembre 2017 (en millions de FCFA) .....	8
Figure 4: Indicateurs d'endettement extérieur dans le cadre de divers scénarios (2017-2037) .....	16
Figure 5: Indicateurs d'endettement public dans le cadre de divers scénarios (2017-2037) .....	17

## **→ Tableaux**

Tableau 1: Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique .....	6
Tableau 2: Décomposition du plafond d'endettement extérieur de 2018 .....	13
Tableau 3: Répartition du plafond d'endettement en monnaie locale de 2018 .....	14
Tableau 4: Plan de financement pour 2018 .....	15

## **→ Annexes**

Annexe 1: Calendrier indicatif d'émission des titres publics pour l'année 2018.....	19
---	----

# **INTRODUCTION**

Conformément aux prescriptions du Règlement n° 09/2007/CM/UEMOA du 04 juillet 2007 portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de l'UEMOA, le Bénin élabore depuis 2009 un document de stratégie d'endettement public. Cette exigence est instituée par le décret N° 2015-581 du 18 novembre 2015 portant politique d'endettement et de gestion de la dette publique au Bénin qui stipule en son article 5 que la stratégie à moyen terme soit mise en œuvre annuellement et annexée à la loi de finances.

Le présent document décrit la mise en œuvre de la stratégie d'endettement public au cours de l'exercice budgétaire 2018. Il servira de boussole pour orienter les décisions du Gouvernement en matière d'endettement afin d'atteindre les objectifs de financement de l'économie au coût le plus faible tout en minimisant l'exposition du portefeuille de la dette publique aux risques du marché.

L'outil analytique utilisé est celui proposé conjointement par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale pour aider les pays dans le processus d'élaboration de leur stratégie de gestion de la dette publique.

Sur la base des hypothèses macroéconomiques et des caractéristiques du portefeuille de la dette existante, la stratégie optimale est définie et mise en œuvre en tenant compte des sources de financement disponibles, des changements attendus sur le marché financier régional et des préférences du Gouvernement en termes de coût et de risque.

## **I. OBJECTIFS ET PORTEE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC**

Les objectifs de gestion de la dette sont clairement définis à l'article 3 du décret n° 2015-581 du 18 novembre 2015 portant politique d'endettement et de gestion de la dette publique du Bénin. Ils sont formulés comme suit:

- Les besoins de financement de l'Etat sont satisfaits au moindre coût dans une perspective de moyen et long termes ;
- Les risques liés au portefeuille de la dette publique sont maintenus à des niveaux prudents ;
- Les indicateurs de viabilité de la dette restent en dessous des seuils définis ;
- Le développement des marchés financiers intérieurs est soutenu.

En cohérence avec les objectifs ci-dessus, les recommandations générales en matière de stratégie d'endettement public seront guidées par les orientations suivantes :

- Accorder la priorité à la mobilisation des emprunts extérieurs concessionnels et à l'émission de titres publics pour la couverture du besoin de financement de l'Etat ;
- Limiter l'exposition du portefeuille de la dette publique aux risques de marché. Dans ce cadre, une priorité est accordée aux emprunts à taux d'intérêt fixe ; le recours à des emprunts à taux d'intérêt variable ne pouvant être autorisé que de manière exceptionnelle. Le Gouvernement veillera également à maintenir un portefeuille de dette extérieure diversifié en devises.

Le périmètre de la dette publique porte sur la dette de l'Etat central, incluant notamment les prêts qui ont été explicitement garantis par le gouvernement. Les données couvrent le portefeuille de la dette prévu pour fin décembre 2017, en tenant compte des décaissements et des remboursements.

## **II. INDICATEURS DE COUT ET RISQUE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE EXISTANTE A FIN DECEMBRE 2016 ET PROJETE A FIN DECEMBRE 2017**

Le tableau 1 présente les indicateurs de coût et risque du portefeuille de la dette existante à fin décembre 2016 et projeté à fin décembre 2017. Les figures 1 et 2 donnent respectivement la décomposition de l'encours de la dette extérieure par catégorie de créanciers et par devise d'une part, et la décomposition de l'encours de la dette intérieure par instrument d'autre part.

Tableau 1: Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique

Indicateurs de coûts et risques		31 décembre 2016			Estimation au 31 décembre 2017		
		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale	Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Dette nominale (en milliards de FCFA)		1 139,6	1 373,4	2 513,1	1 189,7	1 799,2	2 988,9
Dette nominale (en millions d'USD)		1 918,5	2 312,2	4 230,7	2 124,8	3 213,5	5 338,2
Dette nominale (en % du PIB)		21,6	26,0	47,6	21,7	32,9	54,6
Valeur Actuelle de la dette (en % du PIB)		14,1	26,0	40,1	15,8	32,9	48,7
Coût de la dette	Paiement d'intérêts en % du PIB	0,2	1,6	1,8	0,2	2,0	2,2
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	0,9	6,0	3,7	0,9	6,1	4,1
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM	13,9	3,4	8,2	13,7	3,6	6,0
	Dette amortie l'année prochaine (en % du total)	3,9	17,2	11,2	4,2	18,4	15,0
	Dette amortie l'année prochaine (en % du PIB)	0,8	4,5	5,3	0,9	6,4	8,2
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) ATR	13,9	3,4	8,2	14,0	3,6	6,0
	Dette refixée durant l'année prochaine (en % du total)	3,9	17,2	11,2	4,3	19,4	15,3
	Dette à taux d'intérêt fixe (en % total)	100,0	100,0	100,0	99,3	100,0	99,7
Risque de taux de change	Dette en devise (en % du total)			45,3			39,8

Source : CTA/CNE

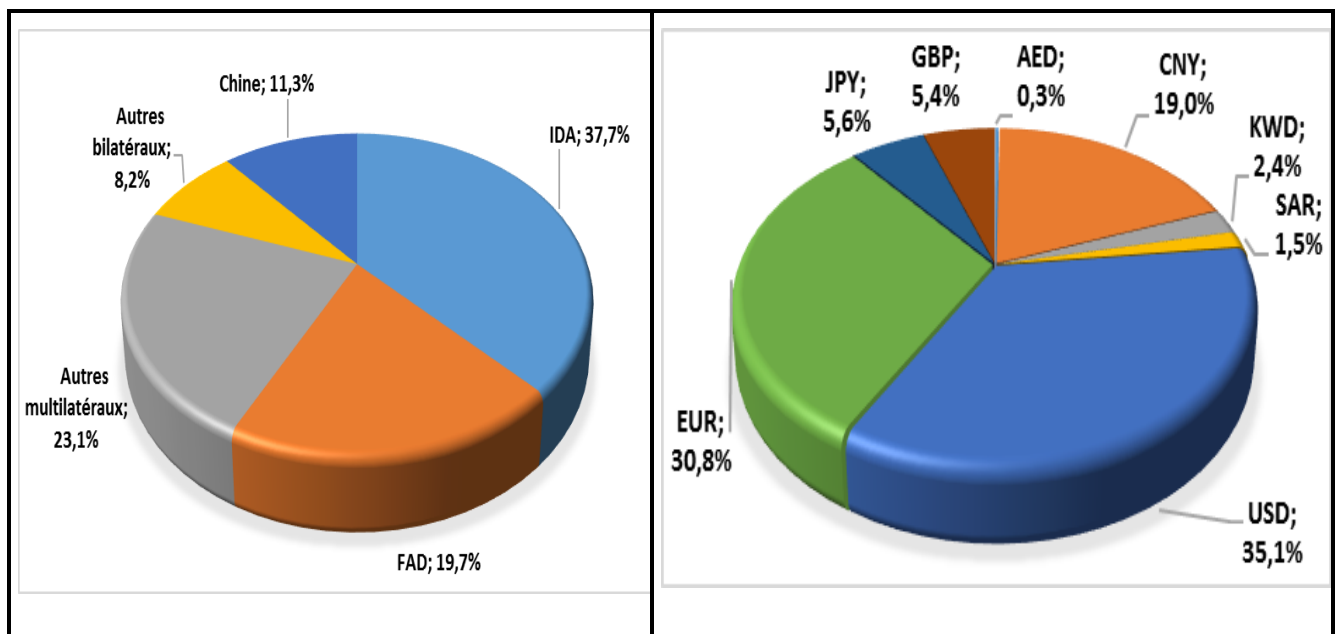
**L'encours de la dette publique rapporté au PIB s'établirait à 54,6% à fin décembre 2017 contre 47,6% en 2016** soit une augmentation de 7 points de pourcentage. La part de la dette intérieure dans le portefeuille de la dette publique passerait de 54,6% en 2016 à 60,2% en 2017.

**La dette intérieure est dominée par les titres publics (bons et obligations du Trésor) qui représentent 74,7% de son encours.** Ils sont suivis des financements bancaires (15,7%) et des emprunts auprès de la BOAD (9,6%).

**La dette extérieure est constituée essentiellement de la dette multilatérale (80,5%).** Elle a été principalement contractée en des termes concessionnels. Les principaux créanciers extérieurs sont la Banque Mondiale (37,7%), le Fonds Africain de Développement (19,7%) et la Chine (11,3%).

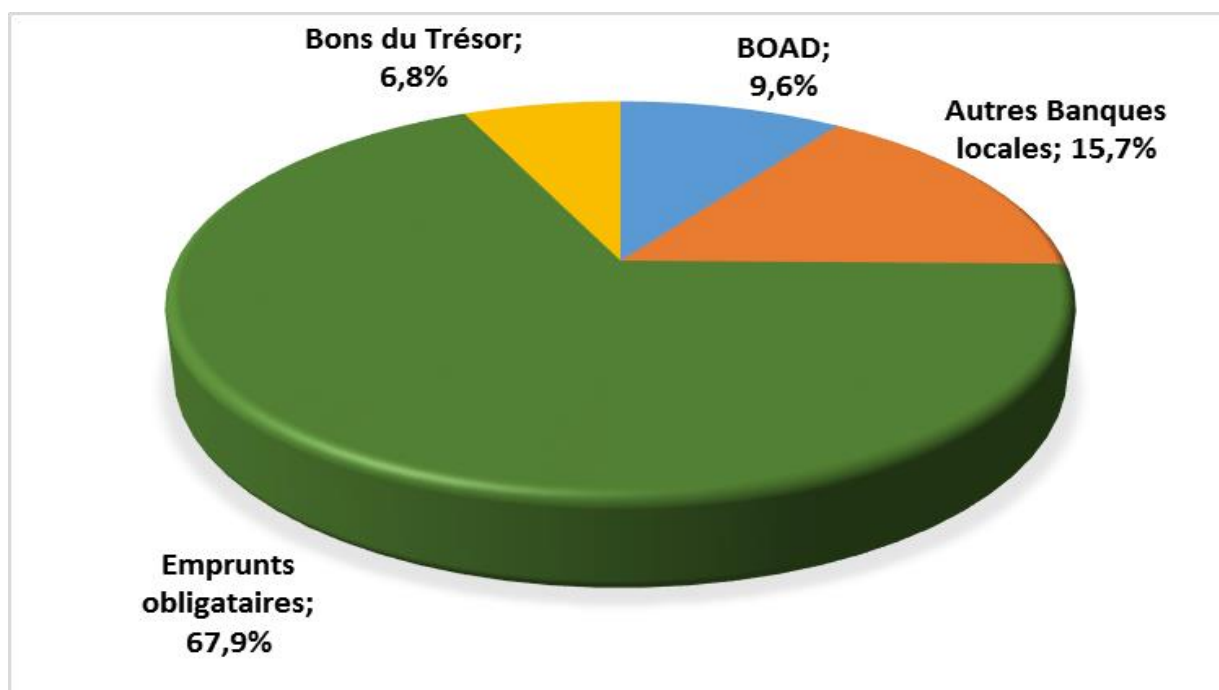
**Le dollar US (35,1%) constitue la principale devise d'endettement extérieur du Bénin.** Il est suivi de l'Euro (30,8%) et du Yuan (19,0%). Une dépréciation du franc CFA vis-à-vis du dollar US et du Yuan pourrait avoir un impact négatif sur le ratio dette/PIB et dans une moindre mesure sur le budget de l'Etat (la dette en devises étant essentiellement composée des instruments concessionnels).

**Figure 1:** Décomposition de l'encours de la dette extérieure par catégorie de créanciers et par devise au 31 décembre 2017



*Source : CTA/CNE*

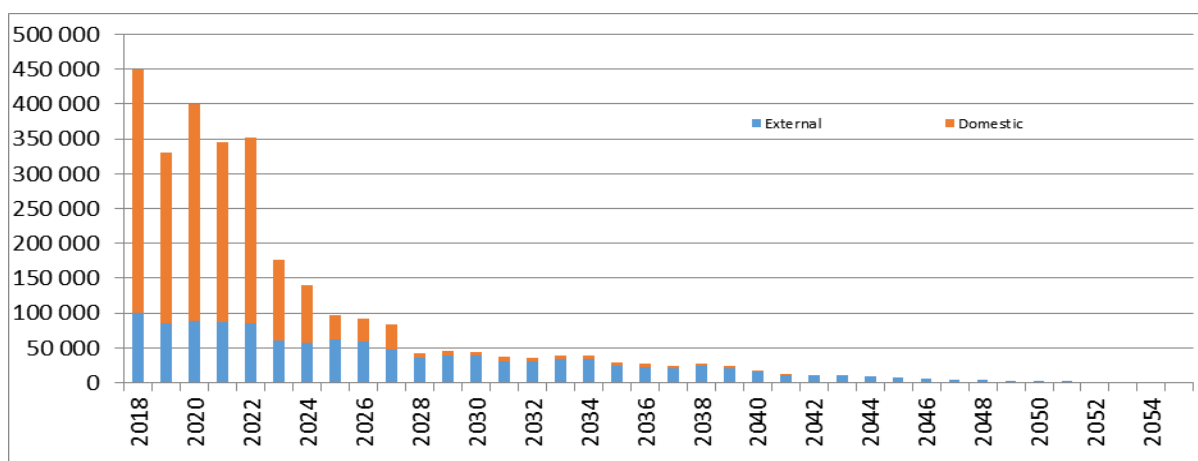
**Figure 2:** Décomposition de l'encours de la dette intérieure par instrument au 31 décembre 2017



*Source : CTA/CNE*

Le portefeuille de la dette publique est exposé au risque de refinancement issu de la dette intérieure. La figure 3 ci-dessous indique une concentration des échéances de la dette intérieure au cours des quatre prochaines années.

**Figure 3:** Profil de remboursement du portefeuille de la dette publique projeté à fin décembre 2017 (en millions de FCFA)



*Source : CTA/CNE*

L'évaluation des principaux risques donne des indications sur les orientations du plan d'emprunt pour 2018.

### **III. SOURCES DE FINANCEMENT**

#### **A- SOURCES EXTERIEURES**

- Les emprunts extérieurs seront principalement contractés auprès des créanciers multilatéraux et bilatéraux. Les principaux créanciers multilatéraux sont l'Association Internationale de Développement (AID) et le Fonds Africain de Développement (FAD). Les créanciers bilatéraux les plus importants sont la Chine et le Fonds Koweïtien.
- Face à la baisse du volume des ressources concessionnelles provenant des créanciers traditionnels, le Gouvernement est en train de diversifier ses sources de financement. Rabobank et le Brésil sont devenus de nouveaux partenaires financiers du Bénin.
- Des banques internationales seront sollicitées pour restructurer la dette domestique.
- Le guichet souverain de la Banque Africaine de Développement (BAD) constituerait également une source potentielle de financement découlant du programme économique et financier conclu avec le FMI.

#### **B- SOURCES INTERIEURES**

- Le marché financier régional de l'UEMOA demeurera la principale source de financement des besoins d'emprunt de l'Etat au cours des prochaines années.
- L'Etat poursuivra l'effort d'allongement de la maturité des titres publics notamment à travers l'émission d'obligation à maturité de 10 ans.
- L'Etat continuera de recourir aux prêts de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD).
- Les groupes bancaires de la sous région seront sollicités pour le financement de plusieurs projets en mode partenariat public-privé (PPP).

### **IV. ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE DE GESTION DE LA DETTE EN 2018**

Les perspectives macroéconomiques sont positives. Elles tablent sur une croissance de **6,0%** en 2018, soutenue par une accélération de la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement. L'inflation resterait inférieure au seuil maximal de 3% imposé par l'UEMOA.

**Une augmentation des recouvrements des recettes intérieures assurerait la maîtrise du déficit primaire.** Les recettes intérieures évolueraient suivant une tendance à la hausse pour se hisser à 17,3% du PIB en 2018 contre 16,6% en 2017. La hausse des recettes intérieures serait en lien avec la poursuite des réformes déjà enclenchées au niveau des différentes régies financières, notamment (i) la poursuite de l'élargissement de l'assiette fiscale; (ii) la poursuite de la mise en œuvre de la réforme sur les services intermédiaires de recettes ; (iii) la poursuite de la généralisation de l'Identifiant Fiscal Unique ; (iv) la modernisation des régies financières à travers, entre autres : l'informatisation, l'interconnexion des services et la dématérialisation des procédures. Le solde budgétaire (dons compris) demeurerait déficitaire à -4,5% en 2018 contre -6,8% attendu à fin décembre 2017.

Ces perspectives sont néanmoins exposées à un certain nombre d'incertitudes dont les aléas climatiques, la politique commerciale et de change du Nigeria, ainsi que le rythme de mise en œuvre des réformes structurelles.

**La politique monétaire devrait rester accommodante** en dépit du relèvement des taux directeurs opéré par la BCEAO au début de l'année 2017.

**Le Déficit structurel du compte courant de la balance des paiements devrait se maintenir.** Le solde courant (hors dons) s'afficherait à 9,1% du PIB en 2018 contre 8,7% en 2017. En somme, le solde global de la balance des paiements devrait rester déficitaire, comme en 2017, et s'afficherait à 2,5% du PIB.

## **V. CONDITIONS DE MARCHÉ**

Le scénario de base repose sur une croissance faible dans la zone Euro et une légère dépréciation de l'Euro contre les principales devises. En conséquence, cela signifierait une dépréciation du FCFA face aux autres devises, sous l'hypothèse que son arrimage à l'Euro ne changera pas.

Il est aussi envisagé une augmentation des taux d'intérêt sur le marché international. Les taux d'intérêt des prêts concessionnels demeureraient inchangés. Quant aux taux d'intérêt du marché, ils devraient augmenter, reflétant la pente positive de la courbe de rendement.

Une hausse des taux d'intérêt sur le marché intérieur est attendue. En effet, la base des investisseurs commune aux huit (08) Etats de l'UEMOA est étroite. Un accroissement continu des émissions des Etats sur ce marché devrait augmenter les coûts des émissions de titres publics.

## **VI. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT A MOYEN TERME AU COURS DE L'ANNEE 2018**

L'analyse du profil de remboursement de la dette publique (figure n°3) indique un pic en 2018. Ce risque de refinancement important était déjà annoncé depuis 2016 au regard de la part des titres publics dans le portefeuille de la dette domestique. Les décisions d'emprunts de l'Etat en 2018 vont se baser sur la stratégie de dette à moyen terme dont l'objectif est, entre autres, d'améliorer le profil de remboursement de la dette publique. En effet, le plan d'emprunt de 2018 indique une réduction du financement intérieur au profit du financement extérieur ; il passe de 79,0% en 2017 à 68,9% en 2018. Ceci contribuera à la réduction du risque de refinancement et des taux d'intérêt, sans accroître le coût de la dette.

Dans la même perspective, on va également assister à une réduction des interventions de l'Etat sur le marché financier régional. Les émissions de titres publics passeront de 716,6 milliards de FCFA en 2017 à 420,8 milliards de FCFA en 2018, soit une diminution de 41,3%.

## **VII. CIBLES POTENTIELS DES INDICATEURS DE COÛT ET RISQUE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2018**

Les principales cibles des indicateurs de coût et risque du portefeuille de la dette publique visées pour l'année 2018 sont en cohérence avec celles fixées dans le cadre de la stratégie à moyen terme pour la période 2017 à 2021.

### **(i) Composition du Portefeuille de la dette publique**

La composition du portefeuille de la dette publique à égale part de la dette extérieure et de la dette intérieure, initialement prévue pour 2021 est revue au regard des financements obtenus en 2017. En effet, au 30 juin 2017 les tirages sur prêts extérieurs s'élèvent à **40 milliards de FCFA** environ contre une prévision de **170 milliards de FCFA** pour l'année, soit un taux de réalisation de 23,5%. Ce faible niveau de mobilisation est en lien avec : (i) les lenteurs observées dans l'exécution de plusieurs projets, (ii) les retards enregistrés dans la mise en vigueur de certains accords de prêts, (iii) plusieurs projets importants sont à l'étape de phase d'étude. Ainsi, la composition espérée du portefeuille de la dette publique en 2018 est d'accroître la part de la dette extérieure dans une fourchette comprise entre 40% et 45%.

## **(ii) Risque de refinancement du portefeuille de la dette publique**

Les bons du Trésor de maturité inférieure ou égale à un an seront contenus dans une fourchette [1% ; 2%] de la dette totale et le seuil prévu pour la part de la dette venant à échéance dans une année se situe dans l'intervalle de [15% ; 17%].

## **VIII. ACTIONS DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT**

Un rapport d'exécution de la stratégie d'endettement sera élaboré à la fin du premier semestre de 2018 afin d'évaluer sa mise en œuvre. Des ajustements pourront être opérés au niveau du plan annuel de financement en cas de besoin.

Le maintien d'un dialogue permanent avec les acteurs du marché intérieur serait aussi un élément important pour faciliter l'exécution du calendrier d'émission. Dans ce cadre, des consultations auront lieu avant chaque importante intervention de l'Etat sur le marché pour sensibiliser les différents acteurs. Ce dialogue contribuerait à préserver le bon fonctionnement du marché des titres publics qui fait partie intégrante du processus de gestion de la dette.

## **IX. PLAFOND D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR 2018**

### **A. JUSTIFICATION DE L'EMPRUNT**

Les choix budgétaires en 2018 seront cohérents avec les orientations quinquennales 2016-2021 à savoir : « Relancer de façon durable le développement économique et social du Bénin », à travers des actions dédiées à : (i) la consolidation de la démocratie, de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance ; (ii) l'engagement de la transformation structurelle de l'économie et (iii) l'amélioration des conditions de vie des populations.

Les points saillants des orientations économiques et budgétaires de l'année 2017 sont maintenus et connaîtront une phase d'accélération. Il s'agit :

- de l'investissement pour une agriculture d'envergure et du développement de quatre (04) filières phares : maïs, riz, ananas et anacarde ;
- de la promotion de l'industrie de transformation et de la professionnalisation de l'artisanat ;
- du développement du capital physique et des infrastructures (route, énergie, TIC, etc.) ;
- de la promotion d'un capital humain de qualité et attractif pour les créateurs de richesse, notamment la mise à niveau des systèmes éducatifs et sanitaires ;

- du développement du tourisme, de l'aménagement et de la vitalisation du territoire.

En adéquation avec ces orientations, le besoin de financement de l'Etat en 2018 s'établirait à **727,3 milliards de FCFA**. Il sera couvert en partie par des tirages sur prêts projets et programmes pour 199,6 milliards de FCFA et l'émission de titres publics sur le marché financier régional pour 420,8 milliards de FCFA.

## B. PLAFOND D'ENDETTEMENT PUBLIC

Pour l'année 2018, **les accords de prêts à signer** seront conformes aux orientations de la SDMT et viseraient à terme le comblement des besoins de financement de l'Etat tout en assurant le développement du marché domestique et la réduction du coût de la dette.

Le plafond d'endettement extérieur, c'est-à-dire le montant total des nouveaux engagements de l'Etat auprès des bailleurs de fonds extérieurs s'établirait à **620 milliards de FCFA**, soit 11% du PIB. Il se décompose ainsi qu'il suit :

Tableau 2: Décomposition du plafond d'endettement extérieur de 2018

Types d'emprunts extérieurs	Volume de la nouvelle dette en milliards de FCFA	% du total	Maturité indicative	Différé indicatif	Taux d'intérêt indicatif (%)
<b>Total prêts extérieurs</b>	<b>620</b>	<b>100,0</b>			
<i>Prêts concessionnel</i>	<i>150</i>	<i>24,2</i>			
Prêts multilatéraux	100	16,1	25 à 40 ans	05 à 10 ans	0,75 à 2
Prêts bilatéraux	50	8,1	25 à 30 ans	05 à 10 ans	1 à 2
<i>Prêts non concessionnels</i>	<i>470</i>	<i>75,8</i>			
Prêts semi-concessionnels	380	61,3	15 à 20 ans	05 à 07 ans	2 à 4
Prêts commerciaux	90	14,5	10 à 12 ans	02 à 03 ans	Variable

Source : CTA/CNE

Le plafond d'endettement intérieur, c'est-à-dire le montant total des nouveaux emprunts à contracter sur le marché domestique s'établirait à **595,8 milliards de FCFA**, soit 10% du PIB. Il se décompose ainsi qu'il suit :

Tableau 3: Répartition du plafond d'endettement en monnaie locale de 2018

<b>Instruments</b>	<b>Volume de la nouvelle dette en milliards de FCFA</b>	<b>% du total</b>	<b>Maturité indicative</b>	<b>Différé indicatif</b>	<b>Taux d'intérêt indicatif (%)</b>
<b>Total prêts intérieurs</b>	<b>595,8</b>	<b>100,0</b>			
<b>Titres publics</b>	<b>420,8</b>	<b>70,6</b>			
Bons du Trésor	100,0	16,8	3 mois à 1 an	-	5,5 à 6
Obligations du Trésor	320,8	53,5	03 à 10 ans	01 à 9 ans	5,5 à 6,5
Prêts banques locales	175,0	29,4	08 à 10 ans	01 à 03 ans	6,5 à 8

Source : CTA/CNE

### **C. TIRAGES PRÉVUS SUR FINANCEMENTS EXTÉRIEURS ET INTÉRIEURS EN 2018**

Les décaissements sur les accords de prêts extérieurs et intérieurs en cours d'exécution seront principalement orientés dans les secteurs du transport, de l'énergie, de la communication, de l'eau, des bâtiments, de l'éducation, de l'assainissement, de la santé, de l'agriculture, etc.

Le plan de financement de l'Etat pour 2018 se présente comme suit :

Tableau 4: Plan de financement pour 2018

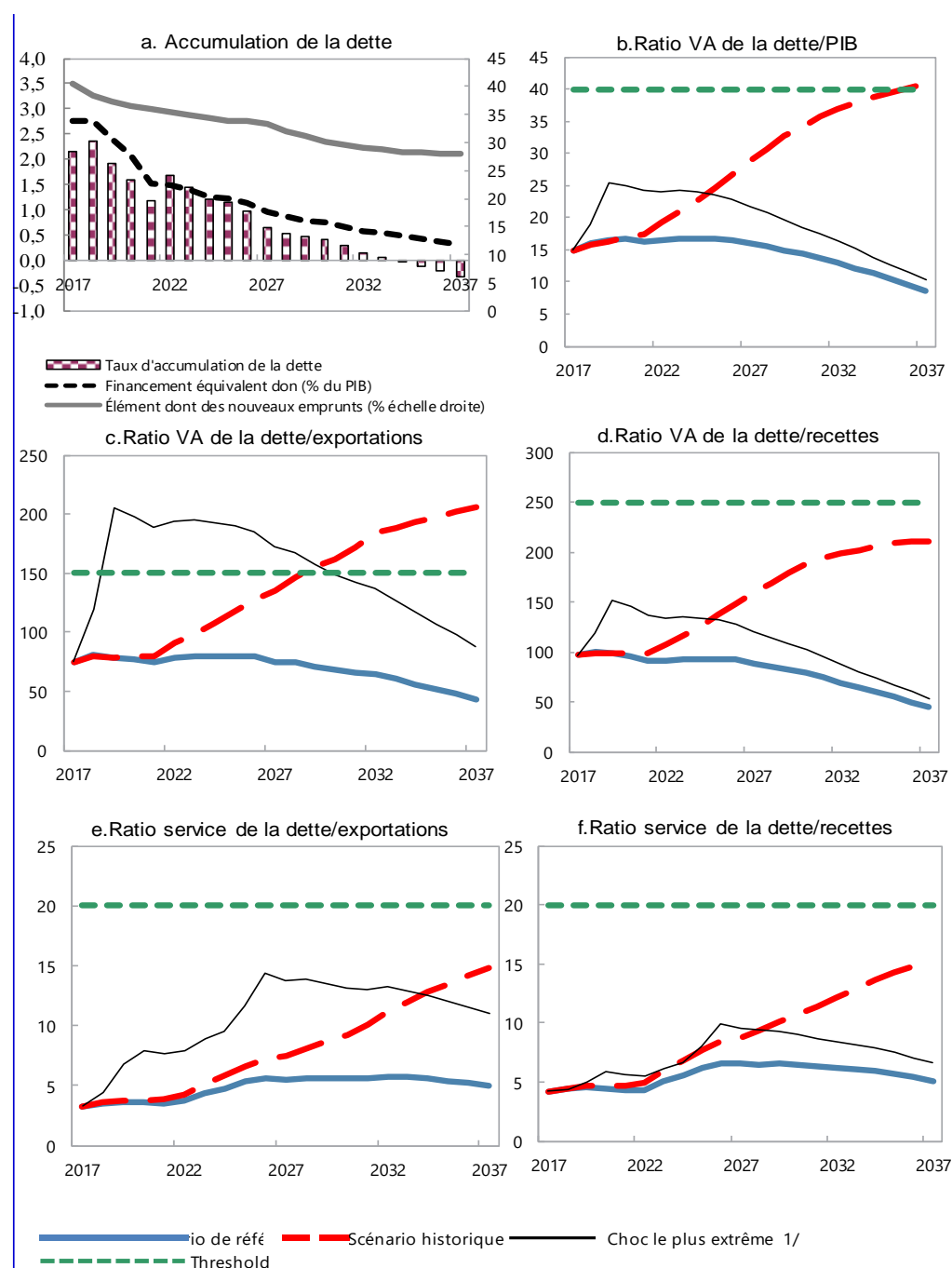
<b>Instruments</b>	<b>Tirages en milliards de FCFA</b>	<b>% du total</b>	<b>% du PIB</b>
<b>Total tirages sur emprunts extérieurs</b>	<b>199,6</b>	<b>28,50</b>	<b>3,37</b>
Titres publics	420,8	60,08	7,11
Autres financements intérieurs	80,0	11,42	1,35
<b>Total tirages sur emprunts intérieurs</b>	<b>500,8</b>	<b>71,50</b>	<b>8,46</b>
<b>Total tirages sur emprunts extérieurs et intérieurs</b>	<b>700,4</b>	<b>100</b>	<b>11,83</b>

*Source : CTA/CNE*

## **X. PERSPECTIVES DE VIABILITÉ DE LA DETTE PUBLIQUE**

Selon les hypothèses macroéconomiques retenues et la stratégie d'endettement définie, la dette publique du Bénin apparaîtrait viable. Le risque de surendettement extérieur serait modéré et la dette intérieure ne créerait aucune vulnérabilité particulière. Les indicateurs d'endettement extérieur public et le taux d'endettement public demeurerait en dessous de leurs seuils respectifs et point de référence respectivement durant toute la période de projection dans le cadre du scénario central mais un des indicateurs dépasserait son seuil dans les stress tests. Le ratio de la Valeur Actuelle (VA) de la dette extérieure publique rapportée aux exportations de biens et de services, l'indicateur le plus pertinent, atteindrait son pic en 2018 à 80,7% largement en dessous de son seuil de 150%. Le taux d'endettement public (VA/PIB) demeurerait en dessous de son point de référence dans le scénario de base.

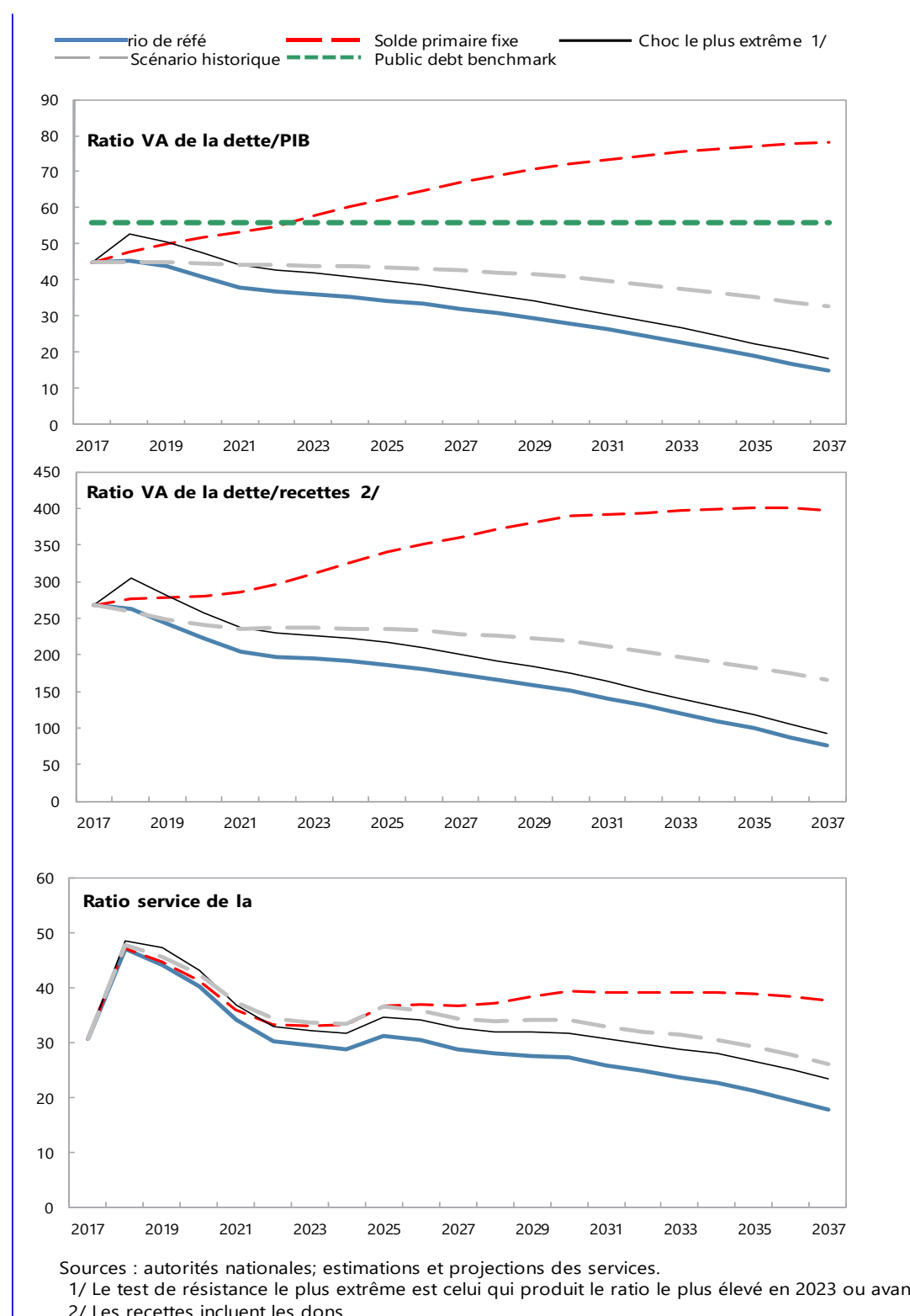
Figure 4: Indicateurs d'endettement extérieur dans le cadre de divers scénarios (2017-2037)<sup>1</sup>



Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Le test de résistance le plus extrême est celui qui produit le ratio le plus élevé en 2027 ou avant. Au graphique b. cela correspond à un choc de type Exportations; au c. à un choc de type Exportations; au d. à un choc de type Exportations; au e. à un choc de type Exportations; et au f. à un choc de type Exportations.

Figure 5: Indicateurs d'endettement public dans le cadre de divers scénarios (2017-2037)<sup>2</sup>



## **CONCLUSION**

Les indicateurs de coût et risque du portefeuille de la dette publique indiquent que le risque de refinancement est le principal risque auquel est soumis ce portefeuille. Ce risque sera plus accentué en 2018 comme l'a révélé le profil de remboursement de la dette existante. Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie d'endettement pour l'exercice 2018, le Gouvernement va poursuivre ses efforts de rallongement de la maturité des titres publics en réduisant le recours aux bons du Trésor au profit des obligations du Trésor.

Dans la perspective de réduire le risque de refinancement et d'offrir plus de marges de manœuvre à l'Etat, des banques internationales pourraient être sollicitées pour restructurer la dette domestique. Il est à noter que de nouveaux partenaires bilatéraux tels que le Brésil et RABOBANK font partie désormais des créanciers du Bénin.

Au regard de l'amenuisement des ressources concessionnelles, l'Etat pourrait recourir aux prêts de bailleurs non traditionnels. Le plafond d'endettement pour l'exercice 2018 s'établirait à **1 215,8 milliards de FCFA** dont **620 milliards de FCFA** au titre des nouveaux engagements extérieurs et **595,8 milliards de FCFA** au titre de la dette intérieure. La priorité sera accordée aux prêts extérieurs libellés en Euro afin de réduire l'exposition du portefeuille aux fluctuations du taux de change du dollar US.

Selon les résultats de la dernière analyse de viabilité réalisée au cours du deuxième trimestre 2017, la dette publique du Bénin apparaîtrait viable. Le risque de surendettement extérieur serait modéré et la dette intérieure ne créerait pas de vulnérabilité particulière.

**Annexe 1: Calendrier indicatif d'émission des titres publics pour l'année 2018**

<b>Période d'émission</b>	<b>Instruments</b>	<b>Montants en milliards de FCFA</b>	<b>Maturité</b>
1er trimestre	Bons du Trésor	20,0	3 mois à 1 an
	Obligations du Trésor	64,0	3 ans à 10 ans
	<b><i>Titres publics</i></b>	<b>84,0</b>	
2ème trimestre	Bons du Trésor	23,0	3 mois à 1 an
	Obligations du Trésor	74,0	3 ans à 10 ans
	<b><i>Titres publics</i></b>	<b>97,0</b>	
3ème trimestre	Bons du Trésor	37,0	3 mois à 1 an
	Obligations du Trésor	118,3	3 ans à 10 ans
	<b><i>Titres publics</i></b>	<b>155,3</b>	
4ème trimestre	Bons du Trésor	20,0	3 mois à 1 an
	Obligations du Trésor	64,5	3 ans à 10 ans
	<b><i>Titres publics</i></b>	<b>84,5</b>	
<b>Total</b>	<b>Bons du Trésor</b>	<b>100,0</b>	<b>3 mois à 1 an</b>
	<b>Obligations du Trésor</b>	<b>320,8</b>	<b>3 ans à 10 ans</b>
	<b>Titres publics</b>	<b>420,8</b>	

Source : CTA/CNE